

OBSERVATOIRE DES MINES 2024

Le nombre de victimes des mines antipersonnel a augmenté de 22% en 2023

Lyon, le 15 novembre 2024. Dans son rapport annuel publié le 20 novembre prochain, l'Observatoire des mines, qui rend compte de la mise en œuvre du Traité d'Ottawa, fait état d'une hausse inquiétante du nombre de victimes des mines antipersonnel. En 2023, 5 757 personnes ont été tuées ou blessées par des mines antipersonnel ou des restes explosifs de guerre, ce qui constitue une augmentation de 22% du nombre de victimes blessées ou tuées par des armes explosives par rapport à 2022. 84% des victimes sont des civils, dont 37% d'enfants. Pour la 9^e année consécutive, le nombre de victimes est très élevé. Handicap International est très inquiète face à cette tendance à la hausse, et exhorte les Etats parties au Traité d'Ottawa¹ à réaffirmer leurs engagements lors de la cinquième conférence d'examen sur l'interdiction des mines antipersonnel du 25 au 29 novembre prochain au Cambodge.²

Notes aux rédactions :

. Le rapport est sous embargo jusqu'au 20 novembre à 17h, heure de Paris.

¹ Traité d'interdiction des mines antipersonnel. [164 Etats parties](#) à ce jour.

² Du 25 au 29 novembre 2024, la conférence internationale d'examen du traité d'Ottawa, qui interdit les mines antipersonnel, se tiendra à Siem Reap, au Cambodge. Organisée tous les 5 ans, elle réunira les États signataires et la société civile.

- . Une conférence de presse pour le lancement de l'Observatoire des mines 2024 aura lieu le 20 novembre au Club des correspondants étrangers de Thaïlande, à Bangkok, en Thaïlande, à 11 heures (heure locale).
- . Anne Héry, Directrice du Plaidoyer, et Emilie Vath, survivante d'une mine antipersonnel, seront disponibles pour des interviews dans le cadre de la conférence d'examen sur l'interdiction des mines antipersonnel au Cambodge.
- . Pour toute demande, merci de contacter Clara Amati (+33 6 98 65 63 93).

Une tendance à la hausse du nombre de victimes civiles

En 2023, le nombre de victimes des mines antipersonnel a connu une **inquiétante hausse** : un total de 5 757 personnes ont été tuées ou blessées, contre 4 709 en 2022. Cela correspond à une **augmentation de 22%**. Parmi ces victimes, toujours les mêmes proportions effarantes : **84% sont des civils, dont 37% d'enfants**.

Handicap International s'inquiète de cette tendance à la hausse du nombre de victimes civiles pour la 9^e année consécutive, d'une arme pourtant interdite par le Droit International Humanitaire.

« Années après années, le nombre annuel de victime d'engins explosifs reste extrêmement élevé. Les conflits armés prolifèrent, et certaines armées, comme la Russie en Ukraine ou bien le Myanmar, utilisent des engins explosifs à très grande échelle. D'autre part, les zones restent contaminées durant de longues périodes suivant la fin des conflits, pouvant entraîner des victimes bien après que la violence a cessé. Au Yémen par exemple, la violence a baissé de manière significative depuis octobre 2021, mais les populations continuent à être victime de l'héritage es anciennes batailles. En 2023, 499 personnes ont été tuées ou blessées par les mines dans le pays. » Anne Héry, Directrice du Plaidoyer HI

Des victimes réparties dans 55 états et de nouveaux usages de mines en 2023

Les victimes des armes explosives ont été recensées dans **55 états et autres zones en 2023**. Les 10 pays ayant enregistré le plus de victimes en 2023 sont **le Myanmar (1,003), la Syrie (933), l'Afghanistan (651), l'Ukraine (579), le Yémen (499), le Nigeria (343), le Burkina Faso (308), le Mali (174), l'Ethiopie (106) et l'Irak (102)**.

Le rapport révèle en outre que quatre Etats ont utilisés des mines antipersonnel entre 2023 et 2024 : **l'Iran, le Myanmar, la Corée du Nord ainsi que la Russie**. En 2023, le Myanmar était déjà le pays avec le plus grand nombre de victimes. La Russie utilise des mines antipersonnel de façon récurrente en Ukraine depuis son invasion du pays en février 2022. Il s'agit de l'utilisation la plus répandue de mines antipersonnel depuis des décennies. Des informations crédibles indiquent également que l'Ukraine, qui est partie à la convention d'Ottawa, a utilisé des mines antipersonnel à Izium et dans ses environs en 2022, lorsque la ville était sous contrôle russe.

Au total, **58 pays et autres régions sont encore contaminés** par des mines. Des groupes armés non étatiques dans au moins cinq États - **Colombie, Inde, Myanmar, Pakistan et Palestine** (Gaza) - ont également utilisé des mines antipersonnel. En

outre, de nouveaux cas d'utilisation de mines ont été attribués à des groupes armés non étatiques dans des pays situés **dans la région du Sahel, en Afrique, ou en bordure de cette région.**

Le Sommet de Siem Reap-Angkor pour un monde sans mine

La **cinquième conférence d'examen de la Convention se tiendra à Siem Reap**, au Cambodge, du 25 au 29 novembre 2024. Organisée tous les 5 ans, elle réunira les **États signataires et la société civile.**

Dans un contexte d'augmentation globale du nombre de victime de mines, l'enjeu est de taille : l'objectif est **d'examiner la mise en œuvre** effective du **Traité d'interdiction des mines** - en particulier les progrès en matière de déminage et de destruction des mines - et **d'adopter un plan d'action pour les cinq prochaines années.**

Handicap International sera présente, aux côtés de deux survivantes de mines qui viendront témoigner lors de la conférence.

« Nous invitons deux survivantes de mines antipersonnel à la conférence : Emilie Vath, âgée de 48 ans, blessée par une mine à l'âge de six ans, et Srey Nang, âgée de 13 ans, qui a marché sur un engin explosif à l'âge de quatre ans. Les deux incidents se sont produits au Cambodge. Ces deux personnes ont été amputées et vivent aujourd'hui avec des prothèses. Elles raconteront leur histoire et souligneront l'importance de l'assistance aux victimes, une obligation pour les États parties au traité. L'assistance aux victimes est primordiale, d'autant plus que la plupart des accidents de mines se produisent dans des pays à faible revenu où les services de santé et de réadaptation sont rares, ce qui rend difficile la reconstruction des survivants. Ils ont besoin d'une aide durable. Ils doivent être soutenus, ainsi que leurs familles. » précise Anne Héry, directrice du plaidoyer.

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.



Communiqué de presse
Novembre 2024

M. +33 6 98 65 63 93
M. c.amati@hi.org